

France et Allemagne main dans la main pour développer une suite numérique européenne

Emile Marzolf

Voilà quelque temps que l'équipe de Tchap, la messagerie instantanée de l'État, était en discussions étroites avec ses homologues d'outre-Rhin. Plusieurs ministères, dont l'Éducation nationale et la Santé, utilisent en effet le même logiciel libre de base pour leur messagerie sécurisée.

Mais fini de flirter, les 2 pays font passer leur relation au stade suivant. Le 6 février, la directrice interministérielle du numérique (Dinum), Stéphanie Schaer, et le secrétaire d'État au Numérique du gouvernement fédéral allemand ont signé une "déclaration d'intention commune". Un document pour sceller un partenariat plus approfondi entre les 2 États dans le domaine "*de la souveraineté numérique de l'administration publique*", indique un communiqué de la Dinum. De la même manière que la Dinum cherche en France à se rapprocher des ministères pour mutualiser les efforts, elle mise tout autant sur nos voisins européens. En particulier ceux qui parient sur les logiciels libres. Et elle en aura grandement besoin si elle compte mener à bien son chantier pharaonique de construction d'une suite d'outils numériques de travail.

Suite de travail collaboratif

Ce rapprochement fait suite à des discussions engagées par l'équipe de Tchap depuis plus d'un an maintenant. "*L'enjeu est d'orienter les efforts communs pour ne pas éparpiller les développements et aboutir à une solution plus robuste et efficace techniquement*", indiquait déjà en mai 2023 Florian Delezenne, chef du nouveau département "Opérateur de produits interministériels". Ce même département est chargé de développer la fameuse suite collaborative numérique, une alternative aux offres du marché comme "Office 365" de Microsoft, dont l'utilisation n'est pas jugée conforme au RGPD.

La Dinum s'est notamment rapprochée de l'agence de cybersécurité allemande – équivalent de l'Anssi française – pour bénéficier de ses compétences en chiffrement et simplifier l'usage de l'application sans rogner sur la sécurité. Dans leur déclaration d'intention, les 2 pays disent vouloir coopérer en priorité pour développer "*une suite de produits numériques souveraine*" sans forcément réinventer la roue, mais en s'appuyant sur "*des solutions open source et interopérables*". Une façon de limiter les coûts et de "*capitaliser sur les efforts menés par les 2 pays*".

L'idée est de pousser un cran plus loin les travaux lancés dès 2019 pour améliorer l'"environnement de travail numérique de l'agent" puis [le "sac à dos numérique de l'agent"](#)

[public](#)” (Snap), cet embryon de suite intégrée d’outils numériques de travail, où l’on retrouve, à ce stade, la messagerie Tchap donc, mais aussi la Webconférence de l’État ou le réseau social d’entreprise Osmose.

L’autre priorité de ce partenariat, toujours dans une logique de souveraineté, est de développer en commun des *“outils d’intelligence artificielle pour l’administration”* et *“basés sur de grands modèles de langage en open source”*. La France est déjà bien avancée dans le domaine, avec son usine à IA génératives, baptisée “Albert”, qui permet aux administrations de déployer leurs propres cas d’usage et de réentraîner les modèles – à condition qu’ils soient ouverts – avec leurs propres données et selon leurs propres besoins. Une première expérimentation d’Albert est en cours dans une vingtaine de maisons France services pour aider leurs agents à répondre aux demandes des usagers.

En quête d’autres partenariats européens

La direction interministérielle du numérique ne compte pas se limiter à l’Allemagne et entend tisser de nouveaux liens avec d’autres voisins européens. Une cheffe de mission “Europe et international” a d’ailleurs été recrutée en octobre dernier, directement auprès de la directrice, pour étoffer ce réseau européen. Plusieurs pays pourraient être intéressés, comme la Suède ou le Luxembourg, dont l’application “Luxchat”, basée sur le même protocole que Tchap et dans un premier temps réservée aux 25 000 agents de l’État, a même été ouverte à l’ensemble des citoyens luxembourgeois en novembre dernier.

La rencontre des “chief information officers” européens, qui se tiendra en mai 2024, sera justement l’occasion pour la Dinum et l’Allemagne de défendre un rapprochement des stratégies nationales autour, notamment, des logiciels libres. De quoi peut-être peser [dans les négociations initiées sous la présidence française de l’Union européenne](#) en 2022 et convaincre les autres États membres de l’intérêt de soutenir plus activement les communs numériques et les logiciels libres.